

<http://divergences.be/spip.php?article4226>



Lamp et les chômeurs

- Archives - Textes - « La flamme brûle encore » - Chapitre 2 « Au commencement était l'action » Les anarcho-syndicalistes en action (1918-1923) -



Date de mise en ligne : vendredi 11 juillet 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sommaire

- [4. Les actions de l'avocat Lamp à Elberfeld](#)
- [La participation des membres de la FAUD à l'Armée rouge](#)
- [5. Les anarcho-syndicalistes dans les grèves et les émeutes de chômeurs en Rhénanie](#)
- [Le mouvement des chômeurs](#)

4. Les actions de l'avocat Lamp à Elberfeld

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH297/elberfeld_1920-c3123.png]

Eberfeld

La situation à Elberfeld était différente de celle de Mülheim. Ici, un comité d'action composé à parts égales de membres des trois partis socialistes s'était formé le 13 mars à l'initiative du secrétaire régional du SPD, Dröner. Le SPD avait fait d'importantes concessions à l'USPD et au KPD, à condition qu'il ne soit pas question du passé, en soutenant dans son appel à la grève générale les revendications relatives à la dictature du prolétariat sur la base du système des conseils et à la socialisation des secteurs économiques mûrs pour cela ; cela signifiait une rupture claire avec l'engagement en faveur du parlementarisme et de la Constitution. (81)

Le 18 mars, un jour après l'expulsion de l'armée de la ville, le comité d'action a publié un appel à la population d'Elberfeld-Barmens dans lequel il proclamait les principes du nouvel ordre et appelait les travailleurs à mettre fin à la grève. « La reprise du travail est dans l'intérêt de l'économie nationale et dans l'intérêt du pouvoir conquis par la lutte. » (82) Les ouvriers d'Elberfeld n'ont pas suivi les directives bureaucratiques du comité d'action et n'ont repris le travail que le 22 mars, après les funérailles des victimes de la révolution. En résumé, le comité d'action d'Elberfeld a certes publié un appel radical dans sa forme, mais celui-ci avait été rédigé (et cela est important) par les fonctionnaires des trois partis ouvriers. Le « système des conseils » et la socialisation réclamés dans l'appel n'étaient, du moins pour le SPD, pas un objectif de lutte, mais seulement un moyen de lutte qui n'avait de validité que jusqu'à la défaite de Kapp. Le fait que la décision prise le 20 mars lors d'un rassemblement massif de plusieurs milliers de travailleurs sur le Neumarkt de ne reprendre le travail qu'après les funérailles des victimes de la révolution ait été passée sous silence de manière manipulatrice dans la presse de l'USPD et du SPD montre à quel point le comité d'action se sentait peu lié par les décisions des travailleurs. (83)

L'avocat d'Elberfeld Bernhard Lamp, membre de la FAUD, prit au sérieux les revendications du comité d'action et tenta de les mettre en œuvre par deux actions spectaculaires.

Le 18 mars, avec ses partisans, il occupa le tribunal cantonal et régional, fit barricader les entrées avec des barbelés et demanda à toutes les personnes présentes de se retirer ; seuls les travailleurs qui habitaient dans les bâtiments (chauffeurs, portiers) furent autorisés à rester. Lamp se fit ensuite délivrer une procuration par un membre du comité d'action. L'action de Lamp était motivée par l'indignation suscitée par le fait que les fonctionnaires de justice n'avaient pas participé à la grève générale et qu'une audience avait eu lieu pendant les combats. Le lendemain matin, les fonctionnaires de justice étaient de retour et invoquaient l'appel du comité d'action à reprendre le travail. Lamp leur ordonna de quitter le bâtiment et les déclara en congé. Il négocia encore avec un représentant des fonctionnaires au sujet d'avances sur salaire, car son objectif était de fermer le tribunal pendant un certain temps, jusqu'à ce que les principes d'un nouvel ordre juridique soient décidés par les travailleurs (84). Il fit afficher un manifeste sur le bâtiment du tribunal, dans lequel il développait ses idées sur une nouvelle administration de la justice. (85) Lors d'un

rassemblement de masse qui eut lieu le même jour sur la place d'armes, il se fit nommer commissaire du peuple pour la socialisation de l'administration de la justice. (86) Le texte du manifeste de Lamp n'a malheureusement été conservé nulle part, mais le journal qu'il rédigea le même jour contient ses idées sur une nouvelle administration de la justice.

Que personne ne vienne objecter que l'administration de la justice ne peut être socialisée au niveau local, mais doit l'être pour des territoires plus vastes par des lois constitutionnelles.

C'est une superstition erronée qui n'a été entretenue que par les professionnels du droit afin de mieux construire leur carrière et de mettre en place partout un langage secret uniforme qui les rend indispensables à l'administration de la justice. Je prie les juges érudits de réfuter l'affirmation selon laquelle nos lois ont été faites davantage dans l'intérêt des juges que dans celui des justiciables... I

Il n'y a pas que les affaires matrimoniales et les litiges patrimoniaux qui soient organisés de telle manière que, même si l'on est dans son droit, on ne peut obtenir justice, ou alors si tardivement que c'est en fait trop tard, et ce n'est pas seulement ici que les justiciables s'indignent à juste titre de l'absurdité des procédures judiciaires. L'administration de la justice pénale a également créé un tel sentiment d'amertume et d'indignation que l'étincelle qui vient de s'y allumer va faire exploser l'ancien système pénal. L'idée d'éducation doit remplacer l'idée de punition. L'incarcération irréfléchie de personnes pauvres et faibles qui ne connaissaient pas le droit chemin ou ne pouvaient s'y tenir dans des maisons de correction et des prisons est contraire à la dignité humaine, tout comme la peine de mort, bien sûr. (87)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L292xH400/bergisch-ma_rkische_zeitung-fa778.jpg]
]

Bergisch markische zeitung

Le 19 mars, Lamp était également devenu actif dans un autre domaine. Lors d'une réunion d'imprimeurs à Elberfeld, il proposa aux ouvriers du Bergisch-Märkische Zeitung de publier un journal du parti avec sa collaboration. Les éditeurs du Bergisch-Märkische Zeitung avaient soutenu Kapp.

Lamp occupa le journal avec les ouvriers, fit renvoyer les employés, mais les réintégra un peu plus tard. Lors de la réunion de masse mentionnée, Lamp s'est également fait nommer « représentant du peuple pour la socialisation de la presse ». (88)

Il rédigea le premier numéro du journal, qu'il intitula « *Action directe à l'Ouest* ». Le comité d'action d'Elberfeld intervint ; mais il obtint que le journal puisse paraître le 23 mars avec un autre journal rédigé par ses soins et intitulé « *Die Brandung* » (Le ressac).(89)

Pour justifier cette action, Lamp se référa à l'appel du comité d'action, qui exigeait notamment la socialisation des industries mûres pour cela et l'interdiction des journaux qui avaient soutenu le putsch. Deux conditions qui, selon Lamp, étaient remplies par le *Bergisch-Märkische Zeitung* (BMZ).

Il me semblait alors qu'un journal qui ne pouvait plus paraître sous sa forme actuelle laissait derrière lui une structure vide qui devait naturellement être exploitée au plus vite. (90)

Lamp concevait ainsi ses tâches en tant que commissaire du peuple pour la socialisation de la presse : publication d'un quotidien dont le contenu serait déterminé en concertation avec les imprimeurs et auquel tout le monde pourrait collaborer gratuitement ; l'entreprise socialisée devait servir d'exemple ; après une phase d'expérimentation, le modèle devait être transposé à d'autres entreprises. (91)

Ce qui frappe dans les deux journaux, c'est le style emphatique et métaphorique de Lamp, avec lequel il voulait exprimer l'humeur des masses pendant les journées de mars. Sur le fond, les articles de Lamp s'inscrivaient dans le cadre des revendications du comité d'action pour la dictature du prolétariat sur la base du système des conseils et de la socialisation immédiate.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/armed-soldiers-sailors-an-008-89d22.jpg>]

Dans deux éditoriaux intitulés « *Qu'est-ce que la constitution des conseils ?* » et « *Ce que nous ne voulons pas* », Lamp développe ses idées sur le système des conseils et la socialisation, qui doivent être mises en œuvre immédiatement, et souligne l'importance des exemples dans les différentes entreprises.

Dans « *Direkte Aktion im Westen* » (Action directe à l'Ouest), Lamp explique ses deux actions et « *Die Brandung* » (Le ressac) contient une excellente critique de Lamp sur la décision du comité d'action d'annuler la grève générale. Lamp soulève deux points critiques :

1. que le comité d'action n'était pas issu d'une élection des travailleurs et ne disposait donc pas, contrairement à ce qu'il affirmait, du pouvoir de prendre des décisions aussi importantes. C'est pourquoi, malgré toute notre compréhension pour les idées d'unité mondiale et de libération de la classe ouvrière, nous ne pouvons lui reconnaître (au comité d'action) le pouvoir de simplement ordonner : Entrez dans l'usine ! Autodétermination, démocratie – où étaient-elles dans ce cas ? Croyait-on que ce qui est tout à fait naturel dans tout mouvement, à savoir que les travailleurs veulent décider eux-mêmes de ce qui doit être fait, n'était pas nécessaire ici ?

2. la constatation que l'argument du comité d'action selon lequel l'approvisionnement alimentaire était menacé était « une grande manœuvre d'intimidation pour éloigner les masses de la rue » et que c'était la raison pour laquelle « on était si pressé de commencer le travail ». Lamp exprime bien la crainte des fonctionnaires face à l'autonomie des masses par cette phrase pertinente : « On aime les manifestations, mais pas les manifestants, lorsqu'ils veulent naturellement et à juste titre que celles-ci produisent tous leurs effets. »

Le comité d'action se distança « très fermement » de Lamp et précisa qu'il n'appartenait à aucun des trois partis socialistes. (92) Le commentaire de la *Volkstribüne* (journal de l'USPD) sur les actions et la personne de Lamp est révélateur :

« Le nouveau représentant du peuple Bernhard Lamp est un idéaliste de la tête aux pieds, un solitaire, un original, un homme qui ne s'intègre dans aucun système, qui ne se soumet à aucun ordre. Tout cela n'est pas nécessairement répréhensible, cela peut même être louable dans certaines circonstances. Au début de la guerre, Lamp était fermement ancré dans le camp bourgeois. La guerre semble l'avoir déséquilibré, il a vacillé, est tombé et a dégringolé, passant par toutes les situations de souffrance jusqu'à rejoindre les communistes. Et à peine avait-il retrouvé pied qu'il dégringolait à nouveau.

Aujourd'hui, il est anarchiste, syndicaliste ou qui sait quoi d'autre. Lui-même en sait le moins. On ne peut pas parler chez lui d'une conviction mûre, d'une opinion ferme. Il s'abandonne entièrement à ses sentiments, qui ont été complètement bouleversés par les événements colossaux. Nous ne doutons pas qu'il soit bien intentionné lorsqu'il veut bouleverser d'un seul coup tout le système judiciaire, lorsqu'il veut transformer d'un seul coup, selon son goût personnel, la justice et le système pénal, ancrés depuis des siècles et qui ont certes besoin d'une profonde refonte...

Lamp socialise également la presse. Cette socialisation consiste à se rendre chez le maître d'œuvre avec quelques ouvriers armés et à forcer le personnel à imprimer un journal pour lui. Hier, il s'appelait « Action directe dans le Westeng », aujourd'hui, il s'intitule « Die Brandung » (Le ressac), son nom de demain n'est sans doute pas encore fixé. Le contenu du tract ne peut être qualifié que de pathologique. Si, nous le répétons, nous ne voulons pas mettre en doute la bonne volonté et les bonnes intentions du camarade Lamp, il faut toutefois dire très clairement que ses caprices nuisent gravement à la cause de la révolution. Le socialisme signifie la communauté. Le prolétariat a aujourd'hui plus que jamais besoin d'une aspiration commune et d'une action commune selon un plan fixe. (93)

Comment évaluer cet appel ?

1) Les actions de Lamp ne sont pas expliquées par le contexte de l'action de masse, mais par « la structure personnelle anormale de Lamp ». La pathologisation est un moyen populaire pour diffamer les adversaires politiques.

2) Une désinformation ciblée des lecteurs a été menée. Il n'a pas été rapporté que Lamp avait pris contact avec le comité d'action pendant ses deux actions, qu'il avait obtenu confirmation lors de rassemblements de masse et qu'il avait volontairement quitté les lieux lorsque le comité d'action était intervenu. L'affirmation selon laquelle le contenu des tracts de Lamp ne serait que pathologique n'est étayée par aucune citation, et ce pour une bonne raison. Lamp a rendu compte des rassemblements de masse des travailleurs, qui ont été manipulés et passés sous silence par la presse du SPD et de l'USDPD. (94)

3) L'affirmation selon laquelle Lamp aurait contraint les ouvriers du journal à imprimer ses tracts était une grave calomnie. Ce n'est pas par des actions putschistes, mais avec le soutien actif des ouvriers que Lamp voulait s'attaquer à la socialisation.

4) Dans la partie factuelle de la critique, le commentaire ne fait référence que de manière négative aux idées de socialisation de Lamp, mais n'indique pas dans quelle direction un changement devrait avoir lieu. L'affirmation selon laquelle le socialisme signifie une action commune selon un plan fixe est totalement abstraite dans ce contexte.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH225/91352e65b433bf6d593558030dfee898-1736157021-b856a.jpg>]

Le 28 mars 1920, « *Die Schöpfung, Kulturpolitischer Tageszeitung für das sozialistische Neuland* » (La Création, quotidien culturel et politique pour le nouveau territoire socialiste) a été publié avec la collaboration de Lamp, édité par la *Freie Arbeiter-Union Elberfeld-Barmen* (Union libre des travailleurs d'Elberfeld-Barmen). Deux autres numéros ont suivi. Les éditeurs annonçaient leur journal comme suit : « *Die Schöpfung se veut un organe résolument politique avec un objectif bien précis : défendre uniquement les intérêts du prolétariat en écartant tout compromis politique, même si cela doit signifier sa dissolution immédiate.* » (95) Non seulement la direction régionale du KPD se distança de la Schöpfung, appelant ses membres à « destituer immédiatement cette rédaction insensée ou à quitter la FAU » (96), mais la FAUD fit de même : *Le journal Neue Schöpfung, publié à Elberfeld-Barmen, est en contradiction flagrante avec la déclaration de principes adoptée à l'unanimité lors du 12e congrès à Berlin. Tous les syndicalistes déterminés refusent de se rallier aux tendances de ce journal.* (97)

À en juger par le seul extrait qui nous soit parvenu, ces réactions violentes étaient compréhensibles. Notre nouvelle vérité. Le procureur – une bête. Le procureur est une bête dangereuse.

Il est comme un char d'assaut lancé à toute vitesse, entraîné par une machine sans cervelle, qui écrase tout sur son passage. Il écrase tous ceux qui se trouvent sous ses roues, il écrase les nourrissons dans les bras de leur mère, il arrache les hommes à leurs femmes avides d'amour et les jette derrière les murs. Il brise le cou des plus forts, il se déchaîne comme une bête aveugle, piétine, écrase, détruit et ne construit rien. Le procureur ne fait que détruire, l'État ne fait que détruire, il ne construit rien. La police est assassinée. Lorsque la « véritable » révolution russe a éclaté, les Russes libérés ont étranglé leurs gardiens. Ce fut un massacre joyeux. Car même de ce grand massacre de policiers est née la liberté du peuple russe. Écoutez, bande de policiers ! Nous nous en souviendrons. La prochaine fois, nous vous écraserons vos têtes de chiens sur le pavé ! Nous vous haïssons à mort ! Soyez des criminels ! Nous, chacun d'entre nous, sommes Dieu. (98)

Cité d'après Hans Spethmann, *Zwölf Jahre Ruhrbergbau*. Spethmann, qui a écrit l'histoire de l'industrie minière de la Ruhr à la demande des propriétaires des mines, a qualifié « *Die Schöpfung* » de produit idéologique du KPD. La forme et le contenu du pamphlet ne permettent pas de conclure que Lamp en était l'auteur. Cela ne correspondait

pas non plus au style de Heinrich Drewes, un autre membre important de la FAUD d'Elberfeld, qui fut rédacteur en chef du quotidien syndicaliste « *Die Schöpfung* » à Düsseldorf de 1921 à 1923. Il n'est plus possible de déterminer le contexte exact, mais nous aimerions émettre une hypothèse. La dernière phrase « *Soyez des criminels ! Nous, chacun, sommes Dieu* » ressemble au langage des disciples de Haeusser, une secte religieuse des années 1920 (99). Il est prouvé que le disciple de cette secte à Elberfeld, Ernst Leiverkus (connu dans toute la ville sous le nom de « disciple de Jésus »), était d'abord membre du KPD et partisan des anarchistes. (100)

Dans un numéro de « *Schöpfung* », le rédacteur Drewes s'oppose à un autre représentant de cette secte, le professeur Ludwig Joist de Düsseldorf, qui était également membre de la FAUD. Cet article mentionne également Leiverkus. Drewes résume ainsi dans cet article : « Espérons qu'à l'avenir, nos organisations fermeront leurs portes à de telles personnes, car il est un fait que notre mouvement, précisément parce qu'il garantit la liberté et l'indépendance de l'individu, devient le terrain de jeu de ces esprits qui remplacent la notion de liberté par l'insolence. » (101)

La participation des membres de la FAUD à l'Armée rouge

Il n'existe plus de données fiables sur la composition de l'Armée rouge. « Deux choses sont certaines : une grande partie de l'Armée rouge était composée de jeunes ouvriers ; des femmes et des filles d'ouvriers accompagnaient les hommes au combat. » (102)

Comme la FAUD avait sa plus grande base dans la Ruhr, on peut supposer qu'une partie de ses membres faisait partie de l'Armée rouge. Cela est confirmé par un ouvrage contemporain sur le soulèvement de mars de Colm, qui, sur la base de listes de soutien aux victimes, dont 374 indiquaient leur affiliation syndicale, a calculé la répartition suivante : ADGB 53,2 %, FAUD 44,9 %, Hirsch-Dunkersche G. 0,8 %, Christliche G. 0,8 %. (103) La FAUD était donc surreprésentée par rapport à ses effectifs.

Il est toutefois certain que les chefs de file de l'Armée rouge n'étaient pas des syndicalistes, contrairement à ce qu'affirment les publications du KPD et du SPD sur la direction de l'Armée rouge à Mülheim.(104) Lucas critique le fait que la littérature existante affirme une relative proximité entre le syndicalisme et le communisme de gauche. Il résume toutefois les différences à l'aide de l'exemple du soulèvement de la Ruhr :

Les syndicalistes étaient les « animateurs » des grands effectifs miniers de la Ruhr occidentale qui, en 1918/19, avaient déclenché le grand mouvement de grève et s'étaient politisés lors de l'affrontement avec le groupe de travail politique des syndicats ;

Ces travailleurs ont joué un rôle de premier plan dans les combats de rue contre les corps francs et la police d'État, puis, pendant toute la durée de la révolte, ils ont toujours tenu compte des possibilités offertes par la situation, évité toute initiative individuelle aventureuse et, lorsqu'ils ont estimé que la poursuite de la lutte était sans issue, ils ont rompu le mouvement avec une discipline extraordinaire. Les communistes de gauche, dans la mesure où ils étaient identifiables comme tels, étaient en revanche des ouvriers politisés par leur expérience de la contre-révolution militaire de 1919, dont certains avaient fait de la prison et étaient assez isolés de leur lieu de travail (tramways, peintres décorateurs, constructeurs de machines sont les professions qui ont pu être identifiées jusqu'à présent), mais qui entretenaient des contacts au-delà de leur région et étaient des « leaders d'opinion » de petits groupes conspirateurs ; lors du soulèvement de 1920, ils occupèrent rapidement des postes de commandement importants dans l'Armée rouge grâce à leur expérience militaire et devinrent un problème sérieux pour le mouvement, car ils ne reconnaissaient que la lutte armée, considéraient tout débat politique au sein du mouvement comme une faiblesse, qualifiaient toute négociation avec le gouvernement de trahison et, lorsque la lutte armée fut perdue, agissaient selon la devise « la victoire ou la mort ». (105)

Dans la littérature publiée jusqu'à présent sur Wuppertal, la proximité entre le communisme de gauche et le syndicalisme est également considérée comme inexacte, en s'appuyant sur deux actions menées par les communistes de gauche. (106)

Le 28 mars 1920, des communistes de gauche ont tenté un putsch contre le comité d'action. 70 hommes armés, sous la direction de Karl Hensmann, ont pris d'assaut la mairie, où se tenait une réunion du comité d'action ; ils ont retenu prisonnier pendant une nuit Charpentier (KPD), membre du comité, et ont arrêté un autre membre dans son appartement privé. Le lendemain matin, ils abandonnèrent leur projet, mais refusèrent de rendre les armes et se retranchèrent dans le commandement militaire de l'Armée rouge au Mäuerchen à Elberfeld. Le comité d'action fit encercler le bâtiment par la milice ouvrière, après quoi ils se rendirent. (107)

Le 20 août, des membres du KAPD, au sein duquel les communistes de gauche s'étaient entre-temps organisés, ont pris d'assaut la mairie de Velbert et proclamé la république des conseils. Cette action isolée a échoué au bout de quelques heures. Le même jour, le KAPD avait également appelé à un rassemblement sur la place d'armes de Wuppertal (1000 à 1500 participants). Après le rassemblement, un cortège se forma pour se rendre à la mairie, mais contrairement à Velbert, il n'y eut pas d'affrontements. (108)

La littérature affirme que la FAUD a participé à ces deux actions, ce qui ne peut être corroboré par les sources. Cela est également contredit par

- 1) les actions de Lamps, qui n'avaient rien de putschistes,
- 2) lors d'un rassemblement de la FAUD, l'orateur qualifia les communistes de gauche de « communistes à la carabine » et d'« agents provocateurs » (109),
- 3) un informateur de la police écrivit à propos des relations entre syndicalistes et communistes pendant les journées de mars : « La lutte sanglante a conduit à l'accord apparent entre les syndicalistes et les communistes. » (110)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH321/le_cho_mage_en_allemand-3661e.png]

Le chômage en Allemagne

5. Les anarcho-syndicalistes dans les grèves et les émeutes de chômeurs en Rhénanie

La grève générale contre le putsch de Kapp fut la dernière grande grève à caractère clairement « politique » dans la région industrielle de Rhénanie-Westphalie. Après 1920, les grèves prirent un caractère plus « économique » et moins « politique » ; (111) les conflits sociaux jusqu'en 1924 furent une tentative des travailleurs de faire face à l'inflation croissante et de défendre les acquis révolutionnaires (8-S tudentag). (1 12) La FAUD prit une part active aux conflits sociaux de cette période. Bien qu'elle ne fût nulle part assez forte dans la région industrielle pour organiser seule des conflits sociaux et briser ainsi le système tarifaire des syndicats qu'elle rejetait, elle put souvent exercer une grande influence sur les grèves, qui dépassait largement le nombre de ses membres ; en particulier lors des nombreuses grèves spontanées « sauvages » de cette époque et lorsque les accords tarifaires conclus par les fédérations centrales ne répondaient pas aux attentes des grévistes. (113)

En novembre 1921, 20 000 métallurgistes se mirent en grève à Düsseldorf. Après que le syndicat chrétien des métallurgistes eut décidé de reprendre le travail, la DMV se rallia à cette décision. Lors d'une réunion publique des métallurgistes de Düsseldorf, la résolution suivante fut adoptée :

« La réunion publique qui s'est tenue le 2 décembre à la Tonhalle et à laquelle ont participé environ 4 000 membres condamne fermement la tactique privilégiée par les trois fédérations faitières (chrétienne, Hirsch-Dunkersche, DMV) lors des mouvements salariaux à Duisburg et Düsseldorf, qui, dès le départ, était vouée à l'échec et ne pouvait que conduire à la défaite des travailleurs. Les participants ont décidé de ne pas participer aux négociations collectives. » DMV) dans le cadre des mouvements salariaux à Duisbourg et Düsseldorf, qui était dès le départ vouée à l'échec et devait nécessairement conduire à la défaite des travailleurs. Les participants à la réunion se sont prononcés contre les groupes de travail et contre tout pacte avec les entrepreneurs. L'assemblée estime que si les syndicats centraux avaient suivi la tactique de la lutte armée sur une large base (grève générale sociale) toujours prônée par les syndicalistes et formé un front uni de tous les groupes en Rhénanie, la défaite actuelle aurait pu être évitée. Les participants à l'assemblée s'engagent à agir désormais dans l'esprit du mouvement syndical révolutionnaire. (114)

Le 10 novembre 1922, une grève « sauvage » éclate dans l'usine de laminage Mannesmann en raison de divergences salariales. La majorité des employés de l'entreprise Mannesmann sont syndiqués et unionistes. En quelques jours, la grève s'étend à l'industrie métallurgique et au secteur du bâtiment à Düsseldorf ; le nombre total de grévistes était estimé à 45 000 par la police et à 100 000 par les dirigeants de la grève.

Dans un tract, ces derniers appelaient à une « grève générale avec les moyens les plus radicaux » et recommandaient de ne pas reprendre le travail tant que l'existence des grévistes ne serait pas assurée. La grève était également dirigée contre la bureaucratie syndicale ; lors d'une réunion des grévistes, un responsable syndical fut passé à tabac. Les comités d'entreprise libres décidèrent le 14 novembre de la grève générale après qu'un ouvrier eut été tué lors d'affrontements avec la police, mais ils revinrent peu après sur leur position par égard pour les syndicats qui s'opposaient à la grève générale.

Le 16 novembre 1922, la grève s'est effondrée après qu'un accord a été conclu entre les syndicats et les employeurs (115).

Les autorités policières ont principalement tenu les communistes pour responsables de la grève. Cela est contredit par un tract de la direction de la grève de la Schms2 :

« La calomnie et la diffamation sont les ennemis de la vérité. Des rumeurs les plus folles tentent de donner une autre image à cette lutte. Tous les moyens sont bons pour porter un coup fatal à cette action massive. Des mensonges venimeux et des calomnies sont lancés contre la masse compacte. D'une manière qui n'est propre qu'à la racaille, on cherche à salir la direction du mouvement. Toute la corruption morale et la dépravation de la société bourgeoise sont réunies par les sbires, les hommes de main et les prostituées, les Gesell-scilatt, afin de déverser le purin puant des esprits les plus bas sur les dirigeants du mouvement. L'arrivisme, l'ambition, la servilité capitaliste poussent les journalistes, les rédacteurs et les « leaders ouvriers » prétentieux à devenir les personnalités les plus éminentes de ce cloaque réactionnaire. Une partie des « dirigeants ouvriers » en particulier (car la poussière de la tradition qui recouvre leur cerveau les empêche de voir le présent) s'efforcent avec zèle de prouver leur impuissance par des manipulations déloyales contre les personnalités du mouvement.

Une bande de combattants

Le mouvement n'est pas parti de personnes, mais de la volonté de fer des masses, de l'amertume accumulée, de la misère sans limites, de la faim de nos femmes et de nos enfants, de l'incertitude générale du présent, qui ont poussé les travailleurs à se mettre au travail pour fermer les portes d'un avenir encore plus horrible. Des garanties positives pour la sécurité de la vie et de l'existence de la population créatrice étaient et sont toujours le fil conducteur de la lutte. Que cet appel, expression de la volonté de tous les travailleurs en grève, résonne aux oreilles de tous les adversaires, non pas pour susciter leur « sympathie », mais pour que le cri des masses affamées étouffe leur propre voix. Donnez-leur la réponse !!! Frères et sœurs ! Rien ne peut ni ne doit entraver notre volonté de lutter, pas même les quelques lâches et les démoralisateurs qui croient avoir déjà perdu quelque chose. Avons-nous perdu ou gagné ? Nous avons gagné : trois jours de travail, trois jours pour nous, trois jours où nous avons souffert la faim pour nous-mêmes et non pour les autres. Nous devons tout mettre en œuvre pour une existence digne. Sans les représentants des grévistes, on négocie déjà dans les coulisses de la lutte.

Que veulent faire pour nous ceux qui sont contre nous ? Vous serez vendus, renvoyés aux anciens conditions, jetés dans le moulin. Une augmentation de salaire ou une avance est-elle une garantie pour l'avenir ? Non ! Cela signifie passer de Charybde en Scylla. La direction de la grève générale a confiance en vous pour que vous vous montriez dignes du serment prêté au Hindenburgwall : « Ne pas reprendre le travail tant que notre existence n'est pas assurée ». Si nos adversaires ont la même volonté, qu'ils trouvent le chemin qui les mènera à nous, comme ils l'ont toujours trouvé lorsqu'il s'agissait d'exploitation et d'oppression. Que ce soit notre mot d'ordre de lutte !

En raison du comportement irresponsable de la bureaucratie syndicale et de la presse servile, des rumeurs se répandent parmi les grévistes selon lesquelles les rentes existantes ne seraient pas supprimées.

Il s'agit là d'une tromperie directe des grévistes. Non seulement vous ne gagnez pas le salaire minimum, mais vous ne pouvez même pas vous nourrir avec le salaire de base, sans parler de l'inflation galopante qui transforme cette « allocation » en une farce. « allocations » en une farce. Camarades de travail, allez-vous accepter cette moquerie dans votre misère sans limites ? Non ! Et encore non ! Pensez à la misère de tous ceux qui ont faim : une alimentation suffisante, des vêtements et des logements. Si nous devons mourir lentement dans la misère, alors mieux vaut mourir que de voir nos droits être bafoués. Arheltsröderl Ballet, plus que quelques heures dans le camp. Nos frères de Rhénanie et de Westphalie, qui connaissent la même misère que nous, se joindront à cette lutte héroïque des travailleurs de Düsseldorf. C'est pourquoi nous ne disons pas : « Arrêtez la lutte », car cela vous plongerait dans une misère encore plus grande, mais continuez la lutte jusqu'à ce que nos revendications humaines soient entièrement satisfaites. La grève générale avec les moyens les plus radicaux doit être notre mot d'ordre face à la brutalité des capitalistes. Vive la grève générale, vive la révolution ! La grève générale est déclarée. Dieta N. Tous les ouvriers disponibles peuvent arrêter le travail et se rendre au bureau de la grève.

Bertram Dietz, alors syndicaliste et plus tard chef séparatiste, a déclaré que le président de la fédération des métallurgistes de la FAUD, Theodor Holzappel, voulait annoncer une réunion de grève, ainsi que la déclaration suivante de l'assemblée générale des comités d'entreprise, qui étaient majoritairement communistes à Düsseldorf : *L'assemblée plénière souligne en particulier que ce n'est que grâce à l'attitude passive et saboteuse des instances syndicales que les syndicalistes ont pu exercer une telle influence sur le mouvement.* (116)

À la suite de la grève générale de Düsseldorf, une grève de plusieurs semaines a commencé le 17 novembre dans la région de la Basse-Rhénanie gauche ; (117) là aussi, les syndicalistes étaient les meneurs de la grève. La grève a commencé dans une entreprise de la localité d'Oedt. Les grévistes réclamaient entre autres des salaires en or, le maintien du salaire complet en cas de chômage partiel et la livraison de charbon bon marché. Depuis Oedt, les ouvriers ont envoyé des groupes de cyclistes dans les localités voisines et ont réussi à étendre la grève aux entreprises métallurgiques et textiles de Süchteln, Dülken, Lobberich, Mönchengladbach, Viersen et à une entreprise syndicaliste de Krefeld. (118) La longue durée de la grève fut rendue possible par le soutien des paysans qui approvisionnèrent les grévistes en denrées alimentaires et prirent leurs enfants en pension.(119)

À Elberfeld, 300 ouvriers de l'entreprise Jäger suivirent l'appel à la grève lancé à Düsseldorf, le syndicaliste Wirtz étant désigné comme l'instigateur de cette action ;(120) dans l'entreprise Jäger, une grande partie du personnel était toujours syndicaliste et considéré comme « extrêmement radical ». (121)

Lors d'une grève en 1923, tous les ouvriers de l'entreprise furent licenciés pour avoir manifesté sur le site de l'entreprise. (122) Un ancien ouvrier de l'entreprise raconta à propos de cette période : Dans les années 1920/21, il se passait quelque chose chaque semaine. Les communistes et les syndicalistes quittaient leur travail pour aller manifester devant la mairie. Ils étaient plusieurs centaines, voire un millier.(123)

Lors d'une grève, les radicaux ont détruit le mobilier de la direction et l'ont enfermée dans la cave pour faire valoir leurs revendications.

Le mouvement des chômeurs

En raison des conflits avec le gouvernement allemand au sujet des réparations, les Français et les Belges ont occupé la Ruhr au début du mois de janvier 1923. Le gouvernement allemand appela à la résistance passive contre les forces d'occupation ; la « lutte de la Ruhr » entraîna une vague d'inflation considérable, car le gouvernement devait soutenir les populations touchées par la répression française et payer le charbon pour le Reich, qui n'était plus approvisionné par la Ruhr.

Les chômeurs sont particulièrement touchés par l'inflation ; au cours de l'année 1923, des émeutes de la faim éclatent dans tout le Reich allemand. En avril 1923, des affrontements armés opposent à Mülheim/Ruhr les travailleurs d'urgence à la police et à la milice civile. Les chômeurs étaient employés par la ville comme travailleurs d'urgence. Afin de donner plus de poids à leurs revendications salariales, ils ont organisé une manifestation devant la mairie, où les fonctionnaires s'étaient barricadés. La municipalité ayant refusé de négocier avec les chômeurs, ceux-ci ont pris d'assaut la mairie ; au cours des affrontements, deux chômeurs ont été tués et dix autres blessés. Après cet incident, les chômeurs ont pris d'assaut un magasin d'armes. Au bout de deux jours, la police et la milice civile ont réussi à vaincre les chômeurs (124). La FAUD a soutenu les travailleurs d'urgence en décidant de proclamer une grève générale de 24 heures avec les revendications suivantes :

1. Libération immédiate des prisonniers.
2. Création immédiate d'un service d'ordre prolétarien par toutes les organisations ouvrières.
3. Désarmement immédiat de l'autodéfense bourgeoise.

4. Indemnisation immédiate de tous les blessés et survivants par la ville de Mülheim à hauteur du salaire complet, ainsi que la gratuité des soins médicaux.

5. Satisfaction immédiate des revendications des chômeurs et des travailleurs en situation d'urgence. (125)

La grève générale n'a pas eu lieu. Les tentatives de la FAUD, d'une part, pour convaincre les chômeurs de renoncer à la lutte armée et, d'autre part, pour négocier avec la ville, en collaboration avec les syndicats centraux, les revendications des chômeurs, ont échoué. Bien que les porte-parole des travailleurs en situation d'urgence comptent parmi eux des syndicalistes, l'organisation n'a pas beaucoup d'influence sur les combattants. La FAUD est toutefois particulièrement touchée par la répression qui suit la victoire de la police et de la milice civile ; son bureau est saccagé et de nombreux membres fuient la ville pour échapper à l'arrestation. (126)

La répression sévère contre la FAUD s'explique par le fait que, fidèle à ses principes, elle ne s'était pas ralliée au sentiment nationaliste qui régnait pendant la lutte de la Ruhr, car la lutte de la classe ouvrière ne devait pas être dirigée contre des nations et des races étrangères, mais uniquement « contre le capitalisme exploiteur » et « son militarisme complice » dans son propre pays. Les travailleurs devaient se battre pour les intérêts de Thyssen, Klöckner, Hugenberg et Stinnes. (127) Cette position valut aux anarcho-syndicalistes non seulement la colère des milieux nationalistes, mais aussi celle des organisations ouvrières. (128)

À Elberfeld-Barmen également, les manifestations de chômeurs se multiplièrent en 1923 et, à partir d'octobre, des pillages réguliers eurent lieu. (129)

Au sein du Conseil des chômeurs d'Elberfeld-Barmen, les syndicalistes étaient représentés par Fritz Enskat (130). En mars 1923, des affrontements éclatèrent entre le Conseil des chômeurs et la direction de l'ADGB, car cette dernière refusait de reconnaître la représentation librement élue des chômeurs ; selon elle, le comité local de l'ADGB devait être le seul représentant des intérêts des membres des syndicats libres.

Lors d'une réunion des chômeurs convoquée par l'ADGB, leurs représentants ont été passés à tabac par des chômeurs ; les représentants de l'ADGB ont rendu Enskat responsable de ces faits et ont exhorté les chômeurs à ne pas se laisser entraîner par « des fauteurs de troubles irresponsables sur la pente glissante des soi-disant syndicalistes ». (131) Enskat a nié toute implication dans la bagarre ; lors de la réunion en question, il aurait publiquement condamné ces actes et dénoncé les « éléments perturbateurs » parmi les chômeurs. La profonde méfiance des chômeurs à l'égard des dirigeants syndicaux venait du fait qu'ils « faisaient passer les intérêts d'une république de Stinnes avant le bien-être de leurs camarades de travail ». (132)

Les pillages furent soutenus par la FAUD à des fins de propagande. « Die Schöpfung » commentait ainsi les pillages de Berlin-Neukölln en 1921 : *L'expropriation à laquelle ont recouru les plus pauvres parmi les pauvres était un acte révolutionnaire. Un véritable révolutionnaire ne doit connaître aucune discipline, il doit, au moment où se livre la lutte pour son existence, se révolter sous l'impulsion de ses sentiments intérieurs et passer à l'action directe.* » (133)

À Wuppertal, la FAUD colla en août 1923 des affiches sur lesquelles était réclamée la « la confiscation de toutes les denrées alimentaires pour le peuple et par le peuple ». (134)

À partir d'octobre 1923, des pillages (135) commis par les chômeurs eurent lieu presque quotidiennement à Elberfeld-Barmen. Les 4, 5 et 6 décembre, les chômeurs se rassemblèrent en masse au Jagdhaus Grenze ; le lieu de rassemblement était situé à la frontière avec le territoire occupé par les Français, les rassemblements étant interdits à Elberfeld-Barmen. Les 4 et 6 décembre, de violents affrontements éclatèrent entre la police et les chômeurs. (136) Les membres de la FAUD Heinrich Drewes, Hans Schmitz et Gottfried Wirtz prirent la parole lors des rassemblements et incitèrent les participants à piller. Drewes appela les rassemblés à éviter les affrontements

avec la police. (137) Cela correspondait à son attitude non violente. (138)

Certains indices laissent penser que les rassemblements avaient été organisés par la FAUD et que des ouvriers de l'entreprise Jäger avaient également participé aux actions. Heinrich Drewes et Gottfried Wirtz furent placés en détention préventive pour avoir participé aux rassemblements et condamnés à des peines de prison et de réclusion. (139) Hans Schmitz a pu échapper à l'arrestation en fuyant vers le territoire occupé par les Français.(140)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L257xH400/schmitz-f4cc5.jpg>

Hans Schmitz, en arrière-plan, en tant qu'orateur de la manifestation

Post-scriptum :

81) Cf. la réimpression de l'appel chez Lucas, vol. 1, p. 128

82) Cf. l'appel dans *Freie Presse Elberfeld*, 20 mars 1920

83) Cf. *Bergisch-Märkische Zeitung Elberfeld-Barmen*

84) Cf. à ce sujet le journal rédigé par Lamp « *Die direkte Aktion im Westen* » (*L'action directe à l'Ouest*), paru avec « *Die Brandung* » le 23 mars 1920. Malheureusement, il n'existe plus d'exemplaire original de ces deux journaux. Erhard Lucas a fourni aux auteurs une copie microfilmée des deux journaux. Erhard Lucas a trouvé ces deux journaux lors de ses recherches dans un exemplaire de la *Freie Presse Elberfeld* du 20 mars 1920. Après la numérisation de la *Freie Presse* à la bibliothèque municipale dans les années 70, les deux journaux sont introuvables

(communication de la bibliothèque municipale d'Elberfeld).

85) Cf. *Bergische Tageszeitung, Elberfeld*, 22 mars 1920

86) Cf. *Direkte Aktion im Westen*

87) *ibid.*

88) *ibid.*

89) Cf. *Die Brandung*

90) *L'Action directe à l'Ouest*

91) *ibid.*

92) Cf. *Freie Presse Elberfeld* du 19 mars 1920

93) Cf. *Volkstribüne, Elberfeld*, 23 mars 1920

94) Les autorités ont confirmé que Lamp avait de nombreux partisans parmi les ouvriers d'Elberfeld. À une question du président du gouvernement régional du 7 avril 1920 concernant « *Die Schöpfung* », le maire d'Elberfeld, Hopf, répondit : « L'éditeur du magazine « *Die Schöpfung* » est l'avocat Lamp, qui exerce ici depuis plusieurs années. Il joue un rôle important dans la vie politique, se revendique anarchiste et profite de chaque occasion pour propager ses idées révolutionnaires parmi les masses ouvrières. » Dans : Archives municipales de Wuppertal, dossiers de la ville de Wuppertal, p. XI, n° 27, administration de police d'Elberfeld : « *Troubles, émeutes, atteinte à la paix publique, etc.* »

95) Cf. *Volkstribüne, Elberfeld* du 23 mars 1920

96) *ibid.*

97) *Der Syndikalist, année 2 (1920), n° 19 du 2 avril 1920*

98) Spethmann, Hans : *Zwölf Jahre Ruhrbergbau, Berlin 1928, p. 208*

99) Cf. Hauesser, Linse, Ulrich : *Barfüßige Propheten, Erlöser der 20er Jahre, Berlin 1983*

100) Cf. STAM, Büro Kölpin, n° 310 et interview avec Hans Schmitz

101) *Die Schöpfung, année 2, n° 12 du 20 septembre 1923*

102) Lucas, vol. 2, p. 81

103) Cf. Colm, Gerhard : *Beitrag zur Geschichte und Soziologie des Ruhraufstandes vom März-April 1920 (Contribution à l'histoire et à la sociologie du soulèvement de la Ruhr de mars-avril 1920), Essen, 1921, p. 49*

104) Cf. Könnemann, Erwin, Krusch, Hans-Joachim : *Aktionseinheit contra KappPutsch. Le putsch de Kapp en 1920 et la lutte de la classe ouvrière allemande et d'autres travailleurs contre l'instauration d'une dictature militaire et pour des conditions démocratiques, Berlin (Est) 1972, p. 438, 443*

105) Cf. Lucas, *Arbeiterradikalismus, p. 258/59*

106) Cf. Werner, Gerhard : *Bernhard Lamp, le précurseur de Holger Meins, dans : Generalanzeiger Wuppertal du 13/12/1974 ; Winterhagen, Arthur : Les troubles à Wuppertal en 1920 ; Sülz, Ulrike : La manifestation d'août du Parti communiste-ouvrier et de l'Union libre des travailleurs à Wuppertal et ses conséquences dans le Spiegel der Presse, mémoire de fin d'études, Wuppertal, 1975*

107) Cf. *Freie Presse Elberfeld, 1.4.1920, Volkstribüne Elberfeld, 1.4.1920 et 3.4.1920*

108) Cf. Sülz, Ulrike : *La manifestation d'août du KAPD et du FAUD... À propos de l'action à Velbert, HSADT, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 15963*

109) Cf. *Volkstribüne Elberfeld* du 21 juillet 1920

110) Archives d'État de Münster (STAM), bureau Kölpin, n° 310

111) Feldmann, Gerald D., *Streiks in Deutschland 1914-1933 : Problèmes et tâches de recherche, dans : Volkmann, Heinrich, Tenfelde, Klaus (éd.) Histoire de l'industrialisation, Munich, 1981, p. 281112) Ibid.*

- 113) Cf. les appels réguliers à la « solidarité avec les camarades en grève » dans l'organe du syndicat « Der Syndikalist ». En 1921, la FAUD eut une grande influence sur une grève sauvage à l'usine Bayer de Leverkusen : « Les syndicalistes comptaient environ 300 partisans à l'usine Bayer. Lors de la grande grève du début de l'année 1921, ils eurent cependant un grand succès auprès de l'ensemble du personnel. (Stolle, Utà : Arbeiterpolitik im Betrieb, Francfort, 1980, p. 73) et sur une grève « sauvage » à l'usine August-Thyssen-Hütte à Hamborn. (Cf. « Der deutsche Metallarbeiter-Verband im Jahre 1921, Jahr-und Handbuch für Verbandsmitglieder », Stuttgart, 1922, p. 113)
- 114) Die Freiheit, Düsseldorf, 4 décembre 1921
- 115) À propos de la grève à Düsseldorf, cf. HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 16896, p. 271 et suivantes.
- 116) Die Freiheit, Düsseldorf, 17 novembre 1922
- 117) À propos de la grève dans la région de la Basse-Rhénanie, cf. HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 16896, p. 271 et suivantes.
- 118) En 1921, la FAUD comptait 25 membres à Oedt, 125 à Dülken et 200 à Süchteln, cf. HSTAD Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 15630, p. 61 119) Cf. Niederrheinische Volkszeitung, Krefeld, 14/12/1922, dans : HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 16896, p. 312
- 120) Ibid., p. 123
- 121) HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques n° 15409, p. 44, « Selon les informations fournies par un ouvrier, de grandes quantités d'armes et de munitions seraient cachées dans les bâtiments de l'entreprise Eisenwerk Jäger u. Co. Elberfeld, qui n'auraient pas été trouvées malgré des fouilles minutieuses. Plusieurs perquisitions ont déjà été effectuées chez Jäger à la recherche d'armes, mais sans succès. On peut toutefois supposer avec certitude que des armes s'y trouvent, car la quasi-totalité du personnel de l'usine est composée de personnes aux opinions extrêmement radicales. »
- 122) Cf. HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 17101, p. 133
- 123) Entretien avec M. Erich Hellen (Wuppertal). Hellen n'était pas lui-même syndicaliste, mais membre du DMV ; selon ses propres déclarations, il n'appartenait pas à la partie radicale du personnel.
- 124) Concernant les événements de Mülheim, cf. HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 16759 et « Der Syndikalist », année 5 (1923), n° 17
- 125) Der Syndikalist, année 5 (1923), n° 17
- 126) ibid
- 127) Cf. le tract de la FAUD « An die Arbeiterschaft Rheinland-Westfalens » (À la classe ouvrière de Rhénanie-Westphalie) de février 1923, dans : HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 16993, p. 53
- 128) Discours de Schlageter
- 129) Cf. les rapports réguliers de la police d'Elberfeld au président du gouvernement dans HSTAD, Reg. Düsseldorf, dossiers politiques, n° 17101
- 130) Enskat était l'un des dirigeants du KAPD d'Elberfeld dans les années 1920/21 et a participé à l'action putschiste de 1920 à Velbert. Il a ensuite rejoint les syndicalistes. La police politique a caractérisé Enskat comme suit : « En tant que membre isolé, l'ancien communiste Fritz Enskat s'est illustré de manière négative. Grâce à son éloquence et à son zèle pour atteindre ses objectifs, il est devenu l'un des plus grands agitateurs de la vallée de Wuppertal, qui tente avant tout de pousser le mouvement des chômeurs dans son sillage syndicaliste. » HSTAD Reg. D., dossiers politiques, n° 16870
- 131) Freie Presse Elberfeld, 17 mars 1923
- 132) Die Schöpfung, année 2 (1922/23), n° 39, 29 mars 1923
- 133) Die Schöpfung, année 1 (1921/22), n° 108, 22 novembre 1921
- 134) HSTAD, Reg. D., dossiers politiques, n° 17101, p. 128
- 135) voir note 129
- 136) Concernant les rassemblements de chômeurs, cf. HSTAD, Reg. D., dossiers politiques, n° 17101, p. 195/96, HSTAD, tribunal régional et parquet d'Elberfeld, n° 5/614 et la presse à Elberfeld-Barmen
- 137) Cf. HSTAD, tribunal régional et parquet d'Elberfeld, n° 5/614
- 138) Selon les déclarations de Karl Drewes (Velbert), fils de Heinrich Drewes, son père a été toute sa vie un représentant de la résistance non-violente ; ce qui correspond à l'impression que les auteurs ont retirée des nombreux articles consacrés à Drewes.
- 139) Cf. HSTAD, tribunal régional et parquet d'Elberfeld, n° 5/614 140) Selon les déclarations de Hans Schmitz jun. (Düsseldorf)
- 140) Selon Hans Schmitz jun. (Düsseldorf)